

ARRÊTÉ N° 45-DDPP-17
portant servitudes d'utilité publique

Le préfet de la Loire

VU le titre 1^{er} du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU les articles L. 515-12, R. 512-39-3 et R. 515-24 et suivants du code de l'environnement ;

VU le récépissé de déclaration en date du 22 octobre 2009 délivré à la société Saint-Etienne Molina sise sur le territoire de la commune de Saint Étienne, 76 rue de la Talaudière ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009/0610 du 16 décembre 2009 portant prescriptions spéciales et notamment la réalisation d'un plan de gestion, d'une analyse des risques résiduels et d'un dossier permettant l'institution de servitudes d'utilité publique ;

VU le dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique réalisé par le bureau d'études PC environnement en janvier 2016 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 28 avril 2016 ;

VU le procès-verbal de récolement des travaux dressé le 28 janvier 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 mars 2016 portant délégation de signature à Madame Nathalie GUERSON, directrice départementale de la protection des populations ;

VU l'arrêté préfectoral n°436-DDPP-16 du 28 octobre 2016 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

VU les consultations effectuées en application des articles L. 515-12 et R.515-25 du code de l'environnement ;

VU la délibération du conseil municipal de Saint-Étienne en date du 16 juillet 2015 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 9 décembre 2016 ;

VU l'avis en date du 9 janvier 2016 du conseil départemental des risques sanitaires et technologiques ;

VU l'absence d'observation émise par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis par courrier ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, au vu du projet d'aménagement prévu du site, d'instituer des servitudes arrêtant les interdictions et restrictions d'usage, sur la base des conclusions des diagnostics et des évaluations des risques, conformément aux dispositions de l'article L. 515-12 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'institution de servitudes permet de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la LOIRE,

ARRETE

Article 1 – Périmètre des servitudes retenues

Les parcelles n° 209p d'une superficie de 8250 m² (environ 150 mètres de long sur environ 55 mètres de large), 211 et 226 de la section DK du plan cadastral de la commune de Saint-Étienne représentant une superficie totale de 72566 m² définissent le périmètre d'application des servitudes. Le périmètre d'application est représenté sur le plan présenté en annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 – Type de servitudes retenu

Les servitudes sont imposées dans le cadre des dispositions prévues à l'article L. 515-12 du code de l'environnement.

Article 3 – Servitudes proposées

Servitudes n° 1 : détermination des usages

Les parcelles, visées sur le plan joint en annexe 1 du présent arrêté, ont été placées dans un état tel qu'elles puissent accueillir sur la zone n° 1 un usage de type industriel, artisanal et commercial avec accueil du public comprenant des espaces verts et des parkings

Les parcelles de la section DK n° 209p, 226 et 211 du plan cadastral de la commune de Saint-Étienne d'une superficie totale de 72566 m² constituent la zone n° 1.

La position de la zone n° 1 est précisée sur le plan en annexe 1 des présentes servitudes.

Servitudes n° 2 : précautions pour les tiers intervenant sur le site

Compte tenu de la présence de polluants dans les sols, la réalisation de travaux sur la zone n° 1 n'est possible que sous la condition de mettre en œuvre un plan hygiène/sécurité pour la protection de la santé des travailleurs et, le cas échéant, des employés du site au cours des travaux.

Servitudes n° 3 : interdiction d'usage agricole des terrains par les particuliers et les professionnels

L'utilisation des terrains pour un usage agricole et de façon générale pour toute implantation d'où il peut être tiré des produits consommables pour l'Homme (potagers, arbres fruitiers ...) est interdite sur la zone n° 1.

Servitudes n° 4 : implantation des réseaux d'alimentation en eau potable

L'implantation des réseaux d'alimentation en eau potable dans la zone n° 1 doit être réalisée au sein d'un matériau sain non contaminé entourant la canalisation sur une épaisseur d'au moins 30 centimètres ou au sein de canalisations en matériau limitant la diffusion des polluants.

Servitudes n° 5 : aménagements particuliers de la zone n° 1

Tout contact avec les sols pollués doit être interdit.

Les types d'usage prévus sur la zone n° 1 sont autorisés sous réserve de la mise en place d'une couverture totale du site réalisée soit :

- à l'intérieur des bâtiments par un dallage d'une épaisseur minimale de 15 cm,
- à l'extérieur des bâtiments par un revêtement spécial de type enrobé bitumeux ou une couche de terre végétale saine de minimum 30 centimètres d'épaisseur dans le cas de la pousse de gazon et de minimum 70 centimètres d'épaisseur dans le cas de la plantation d'arbustes,

La couverture totale de la zone n° 1 doit être assurée en permanence.

Les bâtiments implantés sur la zone 1 doivent être équipés sur toute leur surface d'un dispositif d'étanchéité et de drainage sous dallage béton pour collecter et évacuer les gaz du sol par l'intermédiaire d'un extracteur mécanique passif.

Servitudes n° 6 : interdiction d'utilisation des eaux souterraines

Tout pompage, toute utilisation des eaux souterraines présentes au droit de la zone n° 1 à l'exception de ceux autorisés au préalable par l'administration, sont interdits.

Servitudes n° 7 : élément concernant les interventions mineures

S'agissant d'interventions ne remettant pas en cause l'usage du terrain et le confinement des pollutions résiduelles, les sols et matériaux excavés sur la zone n° 1 pourront éventuellement être réutilisés en remblais sur le site dans la mesure où ils respectent les présentes servitudes. À défaut, tous les sols et matériaux excavés devront être l'objet d'une élimination selon une filière autorisée.

Servitudes n° 8 : Encadrement des modifications d'usage

Tout projet d'intervention remettant en cause les conditions de confinement, tout projet de changement d'usage de la zone n° 1, toute utilisation des eaux souterraines, par une quelconque personne physique ou morale, publique ou privée, nécessite la réalisation préalable par un bureau d'étude certifié, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'initiative du projet concerné, d'études techniques (par exemple plan de gestion) garantissant l'absence de risque pour la santé et l'environnement en fonction des travaux projetés.

Servitudes n° 9 : allègement ou aggravation des servitudes

Les contraintes figurant dans les servitudes pourront être aggravées ou allégées par suite de la dégradation ou de l'amélioration de la situation ayant rendu nécessaire l'établissement des présentes servitudes après avis des administrations compétentes.

Servitudes n° 10 : Information des tiers

Si les parcelles considérées font l'objet d'une mise à disposition à un tiers (exploitant, locataire), à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire s'engage à informer les occupants sur les restrictions d'usage visées ci-dessus en les obligeant à les respecter.

Le propriétaire s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des parcelles considérées, à dénoncer au nouvel ayant droit les restrictions d'usage dont elles sont grevées en application de l'article 1638 du code civil en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en ses lieux et place.

Article 4 : Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction, ne peut être déférée qu'au Tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision.

Article 5 : Notification

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, Monsieur le maire de Saint Étienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 27 janvier 2017

Patrick RUBI
Directeur Adjoint

Pour la Directrice Départementale
de la Protection des Populations
et par délégation

Copie adressée à :

- Société Saint-Etienne Molina

76 Rue de la Talaudière

42000 SAINT-ÉTIENNE

- Société Saint-Etienne Molina

5 Rue Saint-Georges

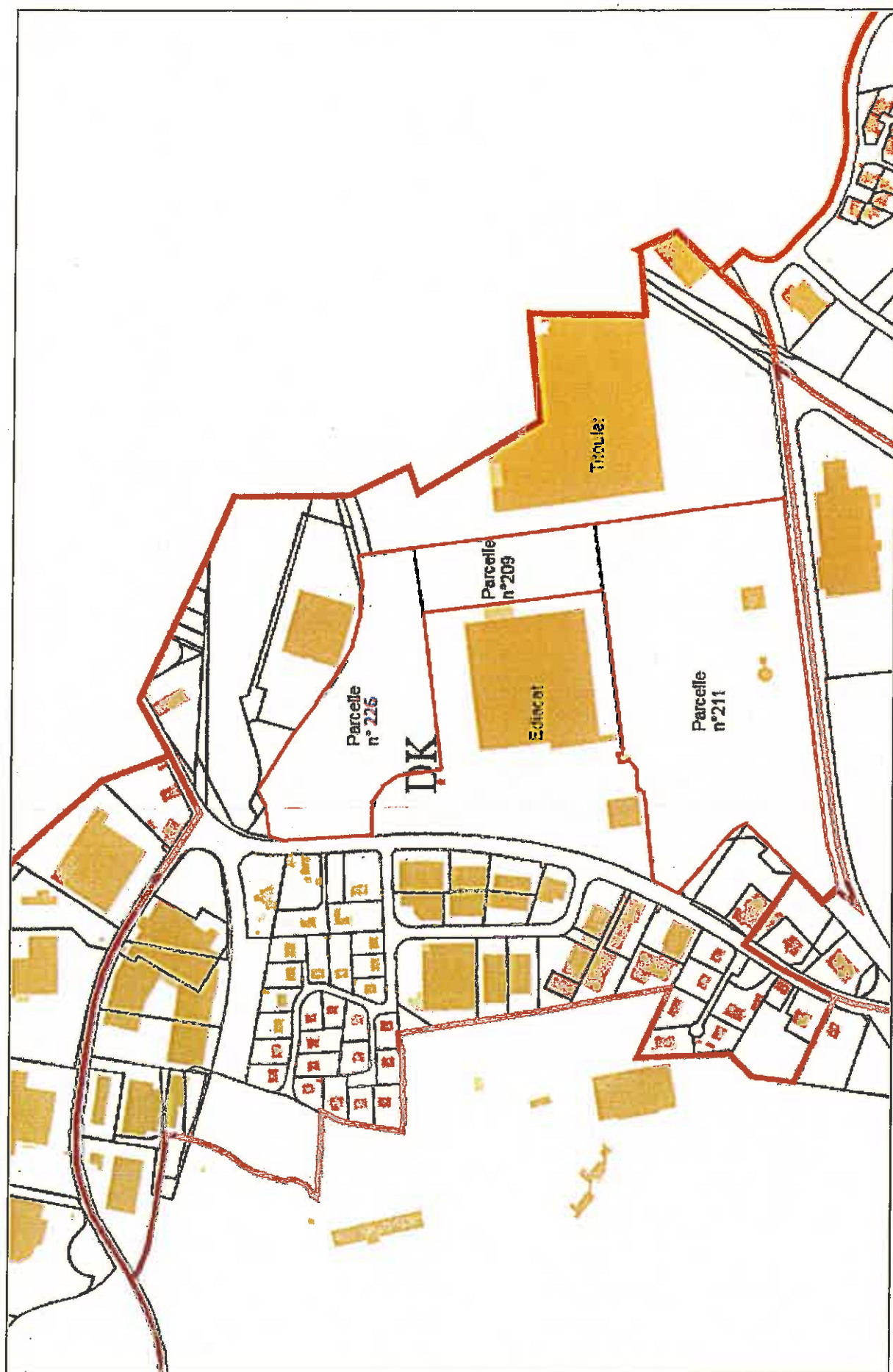
75009 PARIS

- Monsieur le maire de SAINT-ÉTIENNE

- DREAL UID Loire - Hte-Loire Inspection des installations classées

- Archives

- Chrono



— Périmètre d'application des servitudes (zone n°1)

